

RECRUTEMENT ET FORMATION

**715 élèves agents
pour renforcer la
Police républicaine**

PARTNERS
300F
News

AUTORISATION N° 130-21/ HAAC/ PT/ CDC/ SG/ SGA/ DAJDC/ SDC/ SCS DU 11 MARS 2021

QUOTIDIEN BENINOIS D'INFORMATION GÉNÉRALES & D'ANALYSES N° 129 DU JEUDI 18 SEPTEMBRE 2025
TEL: +229 01 49 51 62 15 SITE <https://partners-news.com>

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS FINANCIÈRES DES COLLECTIVITÉS

**Le FIC
remplace le
FADeC**

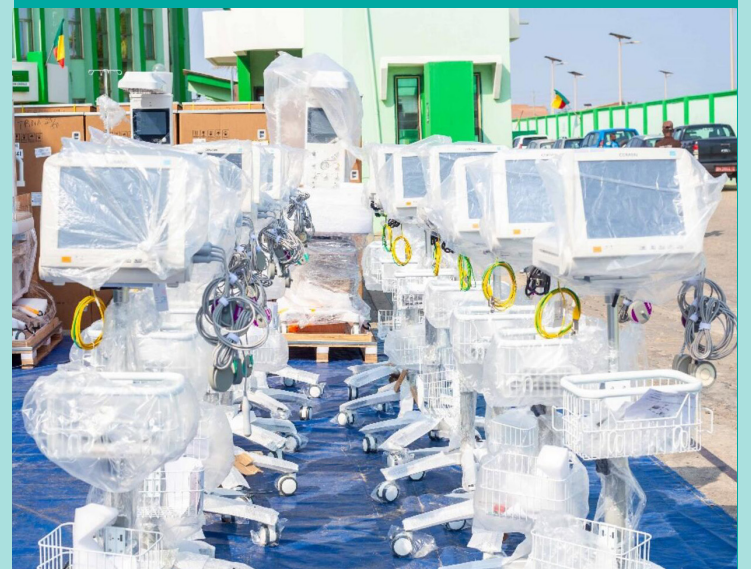
ASSAINISSEMENT PLUVIAL À COTONOU

Aïdjedo, Ahouansori, Ladji, Djidjè et Towéta bientôt transformés



CONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT D'INFRASTRUCTURES SANITAIRES AU BÉNIN

**Bientôt cinq hôpitaux de 65 lits à Lokossa, ...
Savalou, ainsi qu'un hôpital de 120 lits à Kétou**



NÉPAL

**La Première ministre
Sushila Karki promet
d'écouter les manifestants**



LE PRÉSIDENT VLAVONOU ÉCHANGE AVEC LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE L'AMBASSADE DE CHINE



**Deux initiatives majeures
présentées par S.E.M. Shen Hi
au Palais des Gouverneurs**

RETROUVEZ NOS ARTICLES SUR NOTRE SITE [HTTPS://PARTNERS-NEWS.COM](https://partners-news.com)

SOCIETE

ASSAINISSEMENT PLUVIAL À COTONOU

Aïdjedo, Ahouansori, Ladji, Djidjè et Towéta bientôt transformés



Dans le cadre du Programme d'Assainissement Pluvial de Cotonou, des travaux d'envergure soutenus par la BEI visent à réhabiliter les bassins versants pour lutter contre les inondations et améliorer la gestion des eaux pluviales.

La gestion durable des eaux pluviales représente un défi majeur pour la ville de Cotonou, particulièrement en raison des inondations fréquentes et des effets du changement climatique. Dans ce contexte, le Programme d'Assainissement Pluvial de Cotonou (PAPC) a été lancé, axé sur la réhabilitation des bassins versants, ces écosystèmes naturels qui jouent un rôle vital dans la régulation des eaux pluviales.

Les bassins versants agissent en tant qu'éponges naturelles, contribuant à la régulation des eaux, à la réduction des risques d'inondation, à la filtration de l'eau, et à la préservation de la biodiversité. Leur réhabilitation est cruciale pour améliorer la résilience urbaine et renforcer la qualité de vie des habitants.

Conscient des enjeux liés à cette problématique, le gouvernement béninois, avec le soutien de par-

tenaires techniques et financiers, a initié des travaux sur 34 des 50 bassins versants de la ville. Ces travaux comprennent le curage, le renforcement des berges, l'asphaltage, le pavage, et des aménagements paysagers, ayant déjà permis de réduire significativement les inondations dans plusieurs quartiers de Cotonou.

En termes de résultats, ces efforts se traduisent par des avancées concrètes : 146 km d'ouvrages d'assainissement ont été réalisés, s'ajoutant aux 305 km d'infrastructures existantes depuis les années 1960. Parmi les réalisations notables du programme :

-1,132 km de collecteurs primaires, financés par la Banque européenne d'investissement (BEI), pour les quartiers d'Aïdjedo, Ahouansori, Ladji, Djidjè et Towéta.

-1,650 km de collecteurs et un bassin de rétention de 105.000 m³, soutenus par la Banque mondiale, pour les quartiers de Sétovi, Vêdoko et Zogbo.

-10 km de bassins de rétention d'une capacité totale de 231.566 m³, financés par l'Agence française

de développement (AFD), couvrant les zones d'Agla, Kouhounou, Agla-Akplomey, Godomey et Ménontin.

Cependant, le chantier est loin d'être achevé. Le PAPC prévoit de continuer les efforts en réhabilitant les 16 bassins restants, tout en établissant un dispositif de suivi, d'entretien et de sensibilisation ci-

toyenne pour garantir la durabilité des infrastructures.

À travers ces actions structurantes, Cotonou vise à devenir un exemple en matière de gestion intégrée des eaux pluviales, prouvant ainsi qu'il est possible de concilier urbanisation, sécurité hydrique et protection de l'environnement.



LE PRÉSIDENT VLAVONOU ÉCHANGE AVEC LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE L'AMBASSADE DE CHINE

Deux initiatives majeures présentées par S.E.M. Shen Hi au Palais des Gouverneurs

S.E.M. Shen Hi, Chargé d'affaires de l'Ambassade de la République populaire de Chine près du Bénin, a été reçu ce mercredi 17 septembre 2025 par le Président de l'Assemblée nationale, Louis Gbèhounou Vlavonou, au Palais des Gouverneurs de Porto-Novo.

À l'issue de l'audience, le diplomate chinois a indiqué que les discussions ont porté sur deux points principaux. Le premier se rapporte à la visite qu'il vient d'effectuer en Chine dans le cadre de la rencontre sur la mise en œuvre de l'Initiative pour le Développement mondial. Le second concerne la présentation de l'Initiative pour la Gouvernance mondiale, récemment lancée par le Président chinois Xi Jinping.

« Le lancement de cette initiative jouera un rôle important pour pré-



server le multilatéralisme, pour préserver l'autorité de l'ONU et pour accorder le bien-être au peuple chinois et au peuple du monde entier », a déclaré S.E.M. Shen Hi.

Profitant de l'occasion, le diplomate a remis au Président de l'Assemblée nationale des documents de vulgarisation afin que l'institution parlemen-

taire béninoise contribue à la diffusion des concepts clés liés à cette initiative.

CONSTRUCTION ET ÉQUIPEMENT D'INFRASTRUCTURES SANITAIRES AU BÉNIN

Bientôt cinq hôpitaux de 65 lits à Lokossa, Ouidah, Cotonou 2 et 3, Dassa-Zoumè et Savalou, ainsi qu'un hôpital de 120 lits à Kétou

Le gouvernement béninois a autorisé le lancement d'un projet ambitieux visant à renforcer les capacités sanitaires du pays à travers la construction de nouveaux établissements de santé.

Dans le cadre de l'amélioration des infrastructures sanitaires, le gouvernement du Bénin a engagé la contractualisation pour la maîtrise d'œuvre complète d'un projet de construction et d'équipement de formations sanitaires. Ce projet comprend la construction et l'équipement de cinq hôpitaux de 65 lits à Lokossa, Ouidah, Cotonou 2 et 3, Dassa-Zoumè et Savalou, ainsi qu'un hôpital de 120 lits à Kétou. Il inclut également la construction d'un centre de santé à Pobè, la réhabilitation et l'équipement du centre de santé de Kétou, et la réhabilitation/reconstruction de certains ouvrages de l'hôpital de zone de Sakété.

En parallèle, le projet prend en compte la réhabilitation du Centre hospitalier universitaire départemental du Borgou et de l'Hôpital d'ins-truction des Armées de Parakou. L'objectif principal de cette initiative est d'améliorer la qualité des soins offerts aux populations, de faciliter la référence et la contre-référence, et de créer un cadre de travail convivial pour le personnel de santé.

Une fois les travaux achevés, ce projet favorisera le développement de pôles de spécialités, la mutualisation des espaces de travail et la fonctionnalité optimale des établis-

sements hospitaliers. Pour garantir la qualité des travaux, il est impératif que les prestations liées aux études de conception architecturale, aux études techniques et d'impact environnemental et social, ainsi qu'à la surveillance et au contrôle des travaux, soient réalisées avec professionnalisme.

C'est pourquoi, le Conseil a donné son accord pour la contractualisation avec les cabinets identifiés et a instruit les ministres concernés d'engager les diligences nécessaires pour la mise en œuvre de ce projet essentiel à la santé publique au Bénin.



ACTUALITE

RECRUTEMENT ET FORMATION

715 élèves agents pour renforcer la Police républicaine

Le gouvernement béninois a autorisé le recrutement de 715 nouveaux élèves agents de Police, visant à renforcer les effectifs et à améliorer la sécurité sur l'ensemble du territoire.

Le gouvernement du Bénin a donné son feu vert au recrutement et à la formation de 715 élèves agents

de Police pour l'année 2025. Ces nouvelles recrues viendront compléter les 1785 agents récemment enrôlés, permettant ainsi de renforcer les effectifs de la Police républicaine. Cette initiative vise à assurer une meilleure présence policière et à densifier le maillage du territoire, afin de répondre plus efficacement aux défis sécuritaires

auxquels le pays est confronté. À l'issue du processus de recrutement, les nouvelles recrues participeront à une formation commune de base au Centre de formation militaire de Bembèrèkè. Elles bénéficieront également d'une formation professionnelle pour les préparer adéquatement

à leur futur métier.

Cette démarche révèle l'engagement du gouvernement à renforcer la sécurité publique et à améliorer les capacités opérationnelles des forces de l'ordre, en vue d'assurer un environnement plus sûr pour tous les citoyens.

MISE À JOUR ET DÉLIVRANCE GRATUITE DE DOCUMENTS D'IDENTIFICATION

Forte mobilisation des populations au Bénin

À l'occasion de la Journée de l'Identité 2025, l'ANIP a lancé une opération de mise à jour et de délivrance de documents d'identification à travers les 12 départements du Bénin, attirant un large public.

Dans le cadre de l'édition 2025 de la Journée de l'Identité, l'Agence Nationale d'Identité des Personnes (ANIP) a initié, depuis le 13 septembre, une opération de mise à jour, d'enregistrement et de délivrance gratuite de documents d'identification dans des lieux stratégiques à travers les 12 départements du Bénin.

Le mardi 16 septembre, la Ministre des Affaires Sociales et de la Microfinance, Madame Véronique TOGNIFODÉ, a visité le Guichet Unique de Protection Sociale (GUPS) de Sainte Cécile à Cotonou. Accompagnée du Directeur Général de l'ANIP, du Coordonnateur du Projet WURI et du Directeur Départemental des Affaires Sociales et de la Microfinance du Littoral, elle a pu constater l'engouement des populations pour cette initiative. La Ministre a salué la mobilisation citoyenne et a déclaré : "Avoir une identité légale est la clé pour l'accès aux services sociaux de base, à la protection sociale et à l'inclusion économique."



Initialement prévue pour se terminer le 16 septembre, l'opération a été prolongée jusqu'au 19 septembre 2025 en raison de la forte affluence des citoyens désireux d'obtenir leurs pièces d'identité.

La Journée internationale de l'identité, célébrée chaque 16 septembre en lien avec l'Objectif de

Développement Durable (ODD) 16.9, constitue un moment de mobilisation nationale. Pour l'édition 2025, des événements sont organisés dans tous les départements du pays sous le thème : "L'identité légale : clé d'accès aux droits et au développement".

Cette journée vise à promouvoir l'importance de l'identité légale

pour tous, en soulignant son rôle central dans l'accès aux services sociaux, la participation civique et l'inclusion économique. Le succès de cette opération témoigne de l'engagement du gouvernement à garantir une identité légale pour chaque citoyen, élément essentiel pour un développement inclusif et durable au Bénin.

RENOUVELLEMENT DES ÉQUIPES DIRIGEANTES UNIVERSITAIRES

DE nouveaux recteurs à l'UAC, à l'Université de Parakou, à l'UNSTIM et à l'Université d'Agriculture

Le gouvernement béninois a nommé, le 17 septembre 2025, de nouveaux recteurs et équipes dirigeantes pour quatre universités, dans le cadre d'une procédure de sélection validée par le Conseil national de l'Éducation.

Le gouvernement du Bénin a annoncé, mercredi 17 septembre 2025, le renouvellement des équipes dirigeantes de plusieurs universités du pays. Lors d'un Conseil des ministres, de nouveaux recteurs ainsi que leurs équipes ont été nommés pour diriger l'Université d'Abomey-Calavi (UAC), l'Université de Parakou (UP), l'Université nationale des Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques (UNSTIM) et l'Université nationale d'Agriculture (UNA).

Charlemagne Igé a été nommé recteur de l'Université d'Abomey-Calavi, succédant à Félicien Avlès, en poste depuis le 13 octobre 2021. À l'Université de Parakou, Bertrand Sogbossi Bocco conserve son poste de recteur, tout comme Bruno Djossa, qui reste à la tête de l'Université nationale d'Agriculture à Kétou. Codjo Edmond Adjovi prend les rênes de l'UNSTIM, remplaçant Joachim Gbénou.

Les nominations ont été effectuées après une procédure de sélection rigoureuse, conforme aux recommandations du Conseil national de l'Éducation, soulignant l'engagement du gouvernement à renforcer la qualité de l'enseignement supérieur au Bénin.

Nominations détaillées

Université d'Abomey-Calavi (UAC)

-Recteur : Monsieur Charlemagne Igé

-Vice-recteur chargé des Affaires académiques : Monsieur Tahirou Djara

-Vice-recteur chargé de la Recherche universitaire : Monsieur Aliou Saïdou

-Vice-recteur chargé de la Coopération et de l'Insertion professionnelle : Madame Nelly C. Kelome

-Secrétaire générale : Madame Véronique Gbegnito

Université de Parakou (UP)

-Recteur : Monsieur Bertrand Sogbossi Bocco

-Vice-recteur chargé des Affaires académiques : Monsieur Tododjitché Thierry Armel Adoukonou

-Vice-recteur chargé de la Recherche universitaire : Monsieur Nasser Mohamed Baco

-Vice-recteur chargé de la Coopération et de l'Insertion professionnelle : Monsieur Alexis Abodohoui

-Secrétaire générale : Madame Konigbagbé Antoinette Isabelle Falade

Université nationale des Sciences, Technologies, Ingénierie et Mathématiques (UNSTIM)

-Recteur : Monsieur Codjo Edmond Adjovi

-Vice-recteur chargé des Affaires académiques : Madame Estelle Yèyino Loko

-Vice-recteur chargé de la Recherche universitaire : Monsieur



Comlan Aristide Houngan

-Vice-recteur chargé de la Coopération et de l'Insertion professionnelle : Monsieur Gordon Thierry Godjo

-Secrétaire général : Monsieur Boniface Sabi Bouegui

Université nationale d'Agriculture (UNA)

-Recteur : Monsieur Bruno Djossa

-Vice-recteur chargé des Affaires académiques : Monsieur Florent Okry

-Vice-recteur chargé de la Recherche universitaire : Monsieur Adandé Belarmain Fandohan

-Vice-recteur chargé de la Coopération et de l'Insertion professionnelle : Madame Carolle Avocevou

-Secrétaire général : Monsieur Nassirou Adjibi

Ces changements à la tête des universités visent à dynamiser l'enseignement supérieur et à renforcer les capacités académiques et de recherche au Bénin.

SPORT

TOKYO 2025

Les étoiles africaines aux Championnats du monde d'athlétisme

Plus de 2 200 athlètes participeront aux Championnats du monde d'athlétisme 2025 à Tokyo, où plusieurs stars africaines, dont Faith Kipyegon et Letsile Tebogo, viseront la gloire et des records.

Les Championnats du monde d'athlétisme 2025 à Tokyo, qui se déroulent du 13 au 21 septembre, mettent en lumière un contingent impressionnant d'athlètes africains de renom. Parmi eux, plusieurs figures emblématiques se distinguent et suscitent l'engouement des passionnés d'athlétisme.

Prudence Sekgodiso (Afrique du Sud, 800 m)

Prudence Sekgodiso, 23 ans, arrive en pleine forme après avoir été sacrée championne du monde en salle à Nanjing plus tôt cette



année. Elle vise à battre le record national de Caster Semenya, avec un temps de 1 minute 54 secondes 25, et le record du monde de Jarmila Kratochvilova, établi en 1983 à 1 minute 53 secondes 28. « Je

suis encore jeune et le jeu évolue », a-t-elle déclaré à l'émission Warm Up Track sur BBC World Service. « Il faut juste que j'y croie, que je sache ce que je veux et que je m'entraîne dur pour y parvenir. »

de préparation et de patience », a-t-elle déclaré. Elle vise à devenir la première athlète à remporter l'or sur ces deux distances lors d'un même Championnat du monde.

Beatrice Chebet (Kenya, 5000 m et 10 000 m)

À 25 ans, Beatrice Chebet détient les records du monde sur 5000 m et 10 000 m, mais n'a pas encore décroché de médaille d'or aux Championnats du monde. Elle devra faire face à une forte concurrence, notamment de Gudaf Tsegay, championne du monde en titre sur 10 000 m.

Hugues Fabrice Zango (Burkina Faso, triple saut)

Hugues Fabrice Zango, 32 ans, a remporté le bronze aux Championnats du monde en salle à Nanjing et espère briller à Tokyo. Il est devenu le premier médaillé olympique de son pays et a remporté l'or aux Championnats du monde à Budapest en 2023.

Soufiane El Bakkali (Maroc, 3000 m steeple)

Champion du monde et champion olympique, Soufiane El Bakkali, 29 ans, détient le record mondial avec un temps de 8 minutes et 0,7 seconde. Il a l'opportunité de remporter son troisième titre mondial et de défendre sa position face à des rivaux redoutables.

D'autres athlètes africains, tels que Tadese Takele, Emmanuel Wanyonyi et Mary Moraa, sont également à surveiller de près. Avec tant de talents en compétition, ces Championnats du monde promettent d'être une vitrine exceptionnelle pour l'athlétisme africain.

Letsile Tebogo (Botswana, 100m et 200m)

Le sprinteur de 22 ans, Letsile Tebogo, a marqué l'histoire en remportant l'or au 200 m aux Jeux olympiques de l'année dernière. Bien qu'il ait souffert de blessures cette saison, il reste déterminé à prouver son potentiel. « Ce n'est pas mon véritable potentiel pour le moment », a-t-il affirmé. « J'ai encore beaucoup de potentiel à revendre. C'est une grande source de motivation. »

Faith Kipyegon (Kenya, 1500 m et 5000 m)

Triple médaillée d'or olympique et quadruple championne du monde, Faith Kipyegon, 31 ans, défend ses titres sur 1500 m et 5000 m. « Tout est une question de mental,

PARTNERS News

AUTORISATION N° 130-21/ HAAC/ PT/ CDC/ SG/ SGA/ DAJDC/ SDC/ SCS DU 11 MARS 2021

QUOTIDIEN BENINOIS D'INFORMATION GENERALES & D'ANALYSES N° 129 DU JEUDI 18 SEP 2025

TEL: +229 01 49 51 62 15 SITE: <https://partners-news.com>

QUOTIDIEN BENINOIS D'INFORMATION GENERALES & D'ANALYSES

AUTORISATION N° 130-21/ HAAC/ PT/ CDC/ SG/ SGA/ DAJDC/ SDC/ SCS DU 11 MARS 2021

TEL: +229 01 49 51 62 15 SITE: <https://partners-news.com>

ÉDITÉ PAR L'ETS RUSOGATH R@S PARTNERS AND COM

RCCM N° RB/COT/19 A 48070 DU 03 07 2019 IFU : 0201910788988

Siège social : Vodjè Vons Pavillon Bleu

DIRECTION DE PUBLICATION : LARIOS ADJAGBENON

REDATION :

LEANDRO CODO

FIFAMEY R. A. SODEDJI

SORBOU SOULÉ

SANIATH SANI

JESOUWANOU C. SOLEDJI

MONTAGE

ETS RUSOGATH R@S PARTNERS AND COM

IMPRESSION

ETS RUSOGATH R@S PARTNERS AND COM

PARTENAIRE UN JOUR - PARTENAIRE TOUJOURS!!!

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS FINANCIÈRES DES COLLECTIVITÉS

Le FIC remplace le FADeC

Le gouvernement béninois crée le Fonds d'Investissement communal pour soutenir les communes. Le nouveau Fonds d'Investissement communal (FIC) a été mis en place pour améliorer la gestion des financements attribués aux communes et renforcer leurs capacités d'investissement, remplaçant ainsi le FADeC.

Le gouvernement du Bénin a décidé de créer le Fonds d'Investissement communal (FIC) et d'approuver ses statuts, dans le but d'améliorer le cadre de gestion des appuis financiers destinés aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale. Cette initiative s'inscrit dans une volonté de renforcer les capacités d'investissement des collectivités territoriales décentralisées, avec pour objectif de favoriser un développement équilibré du pays.

Le FIC remplace le Fonds d'Appui au développement des Communes (FADeC) et permettra aux collectivités d'accéder à de nouvelles sources de mobilisation de ressources. Il contribuera à augmenter leur niveau de recettes et

à collecter, pour leur compte, les rétrocessions de l'État issues de la fiscalité partagée.

Les principales missions du Fonds d'Investissement communal incluent :

- Offrir des services et des mécanismes adaptés pour répondre aux besoins des communes en financements additionnels.

- Assurer la transparence et l'équité dans l'octroi des fonds via le principe de péréquation.

- Appuyer le développement des compétences des communes, notamment dans l'analyse financière et le montage de dossiers de financement.

- Suivre l'atteinte des objectifs des financements octroyés, pour garantir leur pertinence dans le cadre du développement local durable.

- Assurer le suivi et l'évaluation des projets financés par le Fonds.

Le FIC aura également la responsabilité de collecter et de gérer les financements intérieurs ainsi que



les principaux financements extérieurs destinés au développement des communes. Il convient de noter que les financements accordés directement à une collectivité territoriale dans le cadre de conventions, comme les accords de jumelage entre la commune et un partenaire international, ne seront pas concernés par ce dispositif.

En plus de la mobilisation et du transfert de ressources aux communes, le Fonds sera habilité à réaliser des opérations de gestion sur les financements ciblés, y com-

pris des opérations de placements financiers.

Le Conseil a marqué son accord pour la mise en place du FIC et a également adopté ses statuts. Par ailleurs, d'autres mesures normatives ont été prises, telles que la nomination de commissaires aux comptes pour certaines entreprises publiques, la transmission d'un projet de loi à l'Assemblée nationale pour examen et vote, et la modification des statuts du Fonds de développement de l'Artisanat.

STRATÉGIE DE RENFORCEMENT DES ALTERNATIVES ÉDUCATIVES AU BÉNIN

Un accès équitable à l'éducation pour les enfants de 9 à 14 ans.

Le gouvernement béninois a approuvé une nouvelle stratégie visant à renforcer les alternatives éducatives, garantissant un accès équitable à l'éducation pour tous les enfants, notamment ceux âgés de 9 à 14 ans.

Dans un effort pour améliorer l'accès à l'éducation et lutter contre l'abandon scolaire, le gouvernement du Bénin a approuvé la Stratégie de renforcement des Alternatives Éducatives pour une éducation de base inclusive, couvrant la période 2026-2030. Cette stratégie vise à mettre en place des modèles éducatifs variés et adaptés pour les apprenants, jeunes et adultes, en dehors des systèmes éducatifs formels.

Les alternatives éducatives concernent spécifiquement les en-

fants de 9 à 14 ans et intègrent des formes de scolarisation, avec ou sans initiation aux métiers, dispensées en français et/ou en langues nationales. L'objectif principal de cette nouvelle politique est de passer d'une offre pyramidale d'éducation, souvent génératrice d'abandons et d'exclusion, à une offre diversifiée et inclusive, comme le prévoit la nouvelle architecture du système éducatif.

Cette réforme propose d'étendre l'éducation de base de 12 à 15 ans,

dont deux années de préscolaire pour les enfants de moins de 15 ans, afin de permettre à tous d'atteindre la classe de Terminale. La stratégie vise également à établir un dispositif institutionnalisé pour gérer efficacement les alternatives éducatives, facilitant ainsi l'intégration des enfants hors de l'école dans le système éducatif classique.

Pour garantir le succès de cette initiative, des changements attendus incluent l'application effective de la nouvelle architecture du sys-

tème éducatif, le renforcement des partenariats entre l'État et les collectivités territoriales, ainsi que l'accompagnement des partenaires techniques et financiers. L'adhésion et l'implication des communautés seront également essentielles.

Le plan d'action associé à cette stratégie est évalué à 283.762.241.000 FCFA, soulignant l'engagement du gouvernement à faire de l'éducation un pilier fondamental pour le développement inclusif au Bénin.

POLITIQUE

ENGAGEMENT DU BÉNIN SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

Le calendrier des rencontres et manifestations internationales de septembre à novembre

Le gouvernement béninois a autorisé l'organisation du pèlerinage à la Mecque (HADJ) 2026 et a prévu la participation du pays à plusieurs événements internationaux majeurs.

Dans le cadre de son engagement sur la scène internationale, le gouvernement béninois a autorisé l'organisation du pèlerinage à la Mecque (HADJ) pour l'édition 2026. Parallèlement, le Bénin participera à plusieurs rencontres et manifestations internationales importantes en 2025.

Les événements auxquels le Bénin prendra part incluent :

Le 2ème sommet mondial de la coalition pour l'alimentation scolaire, qui se tiendra à Fortaleza, au Brésil, les 18 et 19 septembre 2025.

Le Salon international french travel market à Paris, en France, du 23 au 25 septembre 2025, offrant une plateforme pour promouvoir le tourisme béninois.

La 48ème session de la Commission mixte FAO/OMS du Codex alimentarius, prévue à Rome, en Italie, du 10 au 14 novembre 2025, où des discussions sur la sécurité alimentaire et les normes alimentaires seront centrales.

Le forum Afrique-Canada sur l'industrie portuaire et l'économie bleue, qui se déroulera au Nouveau Brunswick, du 11 au 13 novembre 2025, visant à renforcer les partenariats économiques.

La 11ème conférence des États

parties de la convention cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac, ainsi que la 4ème session des États parties au protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, à Genève, en Suisse, du 17 au 26 novembre 2025.

Ces participations illustrent la volonté du Bénin de s'impliquer activement dans les discussions mondiales sur des enjeux cruciaux tels que l'alimentation, le commerce, la santé publique et le développement durable.

MALI, BURKINA FASO ET NIGER

Un retrait coordonné de la Cour pénale internationale en préparation

Les ministres de la Justice des trois pays de l'Alliance des États du Sahel se sont réunis à Niamey pour discuter des modalités de leur retrait de la CPI, avec l'ambition de créer une Cour pénale sahélienne.

Le Mali, le Burkina Faso et le Niger s'apprêtent à faire un pas décisif en annonçant leur retrait de la Cour pénale internationale (CPI). Lors d'un sommet extraordinaire tenu ce mardi 16 septembre à Niamey, les ministres de la Justice des pays membres de l'Alliance des États du Sahel (AES) ont discuté des modalités de cette décision historique, qui pourrait redéfinir le paysage judiciaire de la région.

Selon des sources proches des discussions, les ministres envisagent de remplacer la CPI par une Cour pénale sahélienne, adaptée aux réalités et aux besoins spécifiques des États de la région. Cette initiative vise à renforcer la souveraineté judiciaire des pays sahéliens et à garantir une justice plus en phase avec leurs contextes socio-culturels.



Les débats qui ont eu lieu lors de cette réunion portent non seulement sur le retrait de la CPI, mais aussi sur les défis que ces pays doivent relever en matière de sécurité et de justice. Les ministres ont souligné la nécessité de créer des institutions judiciaires qui prennent en compte les réalités locales, notamment face aux menaces terroristes et aux crises humanitaires qui frappent le Sahel.

Cette décision s'inscrit dans un

contexte de méfiance croissante envers les institutions internationales, jugées parfois éloignées des préoccupations des États africains. En optant pour une Cour pénale sahélienne, les trois pays espèrent renforcer leur coopération judiciaire et leur capacité à traiter les crimes graves dans leur propre région.

Le retrait coordonné de la CPI pourrait également avoir des implications sur la coopération internationale en matière de justice pénale, et soulève des questions

sur l'avenir des relations entre les pays du Sahel et les institutions judiciaires internationales.

Les ministres de la Justice des trois pays continueront à travailler sur les détails de cette transition lors de prochaines réunions, avec l'objectif de formaliser ce retrait dans les mois à venir. Cette initiative pourrait marquer un tournant significatif dans l'approche judiciaire au Sahel, tout en suscitant des débats sur la nécessité d'une justice adaptée aux réalités africaines.

COMPTE RENDU DU CONSEIL DES MINISTRES DU 17 SEPT. 2025

Le gouvernement béninois adopte des décisions stratégiques pour le développement local et la sécurité



si que la réhabilitation de plusieurs centres de santé. Ce projet a pour but d'améliorer la qualité des soins offerts aux populations.

Renforcement des effectifs de la police

Le Conseil a également validé le recrutement et la formation de 715 élèves agents de police pour l'année 2025, en complément des 1785 agents récemment enrôlés. Ces nouvelles recrues visent à renforcer la présence policière sur le territoire et à mieux faire face aux défis sécuritaires.

Participation à des événements internationaux

Enfin, le gouvernement a autorisé l'organisation du pèlerinage à la Mecque (HADJ) pour l'édition 2026 et a planifié la participation du Bénin à plusieurs rencontres internationales sur des thèmes variés, tels que l'alimentation scolaire et la lutte contre le tabagisme.

Ces décisions témoignent de l'engagement du gouvernement béninois à promouvoir le développement local, à garantir l'accès à l'éducation et à renforcer la sécurité, tout en soutenant les capacités des collectivités territoriales et des institutions publiques.

Lors de sa dernière session, le gouvernement a créé le Fonds d'Investissement communal, approuvé une stratégie éducative inclusive et autorisé le recrutement de nouveaux agents de police pour renforcer la sécurité.

Le gouvernement du Bénin a pris d'importantes décisions lors de sa récente session, visant à renforcer le développement local et à améliorer la sécurité du pays. Parmi les mesures phares, la création du Fonds d'Investissement communal (FIC) a été adoptée, avec l'approbation de ses statuts.

Ce nouveau fonds a pour objectif d'améliorer la gestion des financements alloués aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale. En remplaçant le Fonds d'Appui au développement des Communes (FADeC), le FIC permettra aux collectivités d'accéder à de nouvelles sources de mobilisation de ressources. Les principales missions du fonds incluront l'offre de services adaptés aux besoins des communes, la transparence dans

l'octroi des fonds et le développement des compétences en matière de montage de dossiers de financement.

Le Conseil a également adopté des décrets relatifs à la nomination de commissaires aux comptes pour certaines entreprises publiques et a transmis à l'Assemblée nationale un projet de loi modifiant la loi organique sur le Conseil économique et social.

Éducation et santé en priorité

La stratégie pour renforcer les Alternatives Éducatives pour une

éducation de base inclusive 2026-2030 a également été approuvée. Cette initiative vise à garantir un accès équitable à l'éducation pour tous les enfants, en proposant une offre éducative diversifiée. Le plan d'action associé est évalué à 283.762.241.000 FCFA, visant à répondre aux besoins éducatifs des jeunes de 9 à 14 ans.

Dans le secteur de la santé, le gouvernement a autorisé la contractualisation pour la maîtrise d'œuvre dans le cadre de la construction et de l'équipement de plusieurs formations sanitaires. Cela inclut la construction de cinq hôpitaux de 65 lits et d'un hôpital de 120 lits, ain-

PARTNERS

News

AUTORISATION N° 130-21/ HAAC/ PT/ CDC/ SG/ SGA/ DAJDC/ SDC/ SCS DU 11 MARS 2021

SUIVEZ-NOUS SUR PARTNERS-NEWS.COM

ACTUALITE

TRUMP AU ROYAUME-UNI

Une visite d'État axée sur les investissements et les accords commerciaux

Donald Trump est arrivé au Royaume-Uni pour sa deuxième visite d'État, marquée par des discussions sur les relations économiques et commerciales entre Londres et Washington. Le gouvernement de Keir Starmer espère tirer parti de cet événement pour renforcer les liens historiques entre les deux nations.

Le président Donald Trump a atterri le 16 septembre 2025 au Royaume-Uni, entamant ainsi une visite d'État historique. À son arrivée, il a été accueilli avec tous les honneurs militaires, soulignant l'importance de cet événement pour le gouvernement britannique dirigé par Keir Starmer. Ce dernier souhaite capitaliser sur la fascination de Trump pour la famille royale afin de renforcer la « relation spéciale » entre Londres et Washington.

L'avion présidentiel, Air Force One, a touché le sol à l'aéroport de Stansted, où Trump et son épouse Melania ont été accueillis par une garde d'honneur. Ils se sont ensuite dirigés en hélicoptère vers la résidence de l'ambassadeur américain à Londres. La visite est prévue pour durer deux jours et inclut un programme chargé, avec en point d'orgue une rencontre entre Trump et

le roi Charles III à Windsor.

Toutefois, l'accueil de Trump n'a pas été exempt de tensions. Des manifestants anti-Trump ont projeté des images du président et de Jeffrey Epstein sur le château de Windsor, où il est attendu. Bien que des milliers de manifestants soient prévus à Londres, Trump évitera la ville et le public, se limitant à l'enceinte du château pour des raisons de sécurité.

Lors de sa visite, Trump rencontrera également Keir Starmer à Chequers pour discuter des enjeux économiques cruciaux. Le gouvernement britannique, en proie à des difficultés économiques, espère utiliser cette occasion pour multiplier les annonces d'investissements américains et établir des accords sur les droits de douane.

Le président américain a déclaré : « Les Britanniques veulent voir s'ils peuvent affiner un peu l'accord. Nous allons en parler. » Cette visite pourrait ainsi entraîner des dizaines de milliards d'euros d'investissements américains au Royaume-Uni. Parmi les annonces notables, Microsoft prévoit d'investir 30 milliards de dollars sur quatre ans, tandis que Google s'en-



gage à investir 5 milliards de livres dans ses opérations britanniques.

En conclusion, cette visite d'État représente une opportunité significative pour le Royaume-Uni de renforcer ses relations économiques avec les États-

Unis. Avec des discussions sur des investissements majeurs et des accords commerciaux en perspective, le gouvernement de Keir Starmer espère stabiliser son économie et consolider les liens transatlantiques.

RDC

Les Wazalendo réclament un statut politique et sécuritaire élargi au-delà du front est

ident Félix Tshisekedi, soulevant des inquiétudes concernant leur influence croissante au-delà des lignes de front.

Les tensions persistent entre les milices Wazalendo et les autorités à Kinshasa, notamment autour de la récente présence du général Olivier Gasita à Uvira. Dans ce contexte, les Wazalendo ont adressé un mémo au président Félix Tshisekedi, affirmant leur loyauté tout en posant des conditions significatives qui pourraient redéfinir leur rôle dans la dynamique sécuritaire et politique de la République démocratique du Congo (RDC).

Depuis la contre-offensive menées par Kinshasa contre le groupe AFC-M23, la présence des Wazalendo sur le terrain est devenue de plus en plus visible. Dans leur mémo, les miliciens ne se

contentent pas d'aborder la question sécuritaire ; ils formulent des revendications qui s'étendent à des enjeux politiques. Parmi leurs demandes, ils exigent l'interdiction des mouvements de populations en provenance des zones contrôlées par le M23, ainsi que la résidence obligatoire des responsables déployés à Uvira dans la ville elle-même, plutôt qu'à Bujumbura, la capitale burundaise voisine.

Les Wazalendo vont encore plus loin en proposant le déploiement de leurs hommes aux principales entrées de la province du Sud-Kivu pour mieux protéger la région contre les infiltrations. Cependant, leurs ambitions touchent également le domaine politique, car ils réclament la possibilité de participer aux discussions de paix, y compris aux pourparlers de Doha. Ils demandent

également l'intégration de leurs cadres politiques dans les gouvernements national et provincial, ainsi que dans diverses institutions étatiques et para-étatiques.

Pour garantir le suivi de ces revendications, ils demandent la nomination d'un conseiller spécial chargé exclusivement des questions liées aux Wazalendo au niveau national.

Pour l'heure, aucune réponse officielle n'a été donnée à ce mémo. Un conseiller de Félix Tshisekedi a déclaré que ces demandes devraient passer par la Réserve armée de la Défense (RAD), une structure paramilitaire créée en 2023 pour soutenir les Forces armées de la RDC (FARDC) et encadrer les Wazalendo. Cependant, cette structure n'est pas encore déployée à Uvira,

ce qui laisse les milliers de Wazalendo présents dans le Sud-Kivu sous la dépendance de leurs propres chefs.

Cette situation pose la question de savoir qui contrôle réellement les Wazalendo et jusqu'où leur mobilisation peut aller. Plusieurs rapports récents d'ONG et de l'ONU mettent en lumière cette problématique. Les Wazalendo ne se contentent plus d'être présents sur la ligne de front. Ils sont également actifs dans de nombreuses villes, cités et villages sous contrôle de Kinshasa, allant du Maniema au Nord-Kivu, et jusqu'au Sud-Kivu. Leur opposition à la présence du général Olivier Gasita souligne l'importance croissante de leur influence dans la région, ainsi que les défis à venir pour les autorités congolaises face à cette dynamique.

NÉPAL

La Première ministre Sushila Karki promet d'écouter les manifestants

Sushila Karki, la nouvelle Première ministre du Népal, s'engage à répondre aux revendications des manifestants pour la fin de la corruption, dans un contexte de violences qui ont conduit à la démission de son prédécesseur.

Le 14 septembre 2025, Sushila Karki a pris ses fonctions en tant que Première ministre du Népal, promettant de répondre aux revendications des manifestants qui exigent « la fin de la corruption ». Cet engagement fait suite à des émeutes violentes survenues dans la capitale, Katmandou, qui ont poussé son prédécesseur, KP Sharma Oli, à démissionner.

Dans ses premières déclarations publiques, Karki a souligné l'importance de travailler en accord avec la « génération Z », qui réclame une bonne gouvernance et l'égalité économique. Âgée de 73 ans et ancienne présidente de la Cour suprême, elle a déclaré : « Ce que ce groupe réclame, c'est la fin de la corruption, une bonne gouvernance

et l'égalité économique. Vous et moi devons être déterminés à atteindre cet objectif. »

Pour soutenir les familles des victimes des récentes manifestations, elle a annoncé une subvention d'environ 7 000 euros, qualifiant les défunts de « martyrs », et a promis que les soins des blessés seraient pris en charge gratuitement. Karki, connue pour son combat contre la corruption, a promis de continuer dans cette voie et a indiqué qu'elle travaillerait « avec tout le monde » avant les prochaines élections, un message visant à rassembler un large éventail de soutiens.

Les récentes manifestations ont été les plus graves depuis l'abolition de la monarchie en 2008, entraînant au moins 72 morts et 191 blessés selon le dernier bilan officiel. La répression policière des manifestations, qui dénonçaient le blocage des réseaux sociaux et la corruption des élites, a exacerbé les tensions.



Sushila Karki a observé une minute de silence en mémoire des victimes et a déclaré que son gouvernement intérimaire ne resterait pas plus de six mois, avec des élections législatives prévues pour le 5 mars 2026, suite à la dissolution du Parlement.

Sa nomination, fruit de négociations complexes entre le chef de l'armée et le président, a été perçue comme une opportunité de redresser la situation politique du

pays. Karki a affirmé : « Quel que soit le contexte, nous assumerons nos responsabilités et promettrons de transmettre le pouvoir au prochain Parlement et aux ministres. »

Le président Ram Chandra Paudel a également appelé à l'unité et à la mobilisation pour tirer le meilleur parti de cette opportunité, en soulignant la nécessité d'un processus électoral réussi dans ce pays himayen de 30 millions d'habitants.

MALAWI

Un face-à-face entre Chakwera et Mutharika pour la présidence

Dans un contexte de crise économique marqué par la hausse du coût de la vie et des pénuries, les Malawites se sont mobilisés pour élire leur président et députés. La course à la présidence oppose deux figures emblématiques : le président sortant Lazarus Chakwera et son prédécesseur Peter Mutharika.

Les Malawites se sont rendus aux urnes pour une élection présidentielle cruciale, marquée par des enjeux économiques pressants. Alors que le pays fait face à une hausse significative du coût de la vie et à des pénuries de biens essentiels, les électeurs doivent choisir entre 17 candidats. Cependant, la compétition se concentre principalement sur deux vétérans de la politique malawite : le président sortant, Lazarus Chakwera, âgé de

70 ans et pasteur évangélique, et son prédécesseur, Peter Mutharika, un ancien professeur de droit âgé de 85 ans.

Lazarus Chakwera, au pouvoir depuis 2020, a promis de continuer ses efforts pour redresser l'économie du pays et améliorer les conditions de vie des Malawites. De son côté, Peter Mutharika, qui a dirigé le pays de 2014 à 2020, critique la gestion de Chakwera et met en

avant son expérience pour proposer un retour à des politiques qu'il juge plus efficaces.

Cette élection est particulièrement significative dans le contexte actuel, où les préoccupations économiques dominent le débat public. Les électeurs espèrent que le prochain président saura relever les défis qui pèsent sur le Malawi, notamment en matière de sécurité alimentaire et de gestion des res-

sources économiques.

Alors que les résultats de cette élection devraient être scrutés de près, le duel entre Chakwera et Mutharika reflète également les fractures politiques et sociales qui traversent le pays. Les Malawites attendent avec impatience les résultats pour voir qui, de ces deux figures emblématiques, sera en mesure de guider la nation vers un avenir meilleur.

MESSAGE

2SS-SAINT SERVICE

DISPONIBLES POUR TOUS VOS :

- Travaux d'Aluminium & Vitreries
- Tableaux /Photos & Personnalisations
- Installations des Caméras de surveillances
- Pour des LIVRAISONS



+229

**0159282294
0143726773**